

Programme Week-end Résistances au Sud et Action directe non-violente, 25-26-27 mars 2016, Ferme Arc-en—Ciel, Wellin

QUAND ?	QUOI ?	QUI ?
VENDREDI	Conférence gesticulée « Radical !? »	Rencontre des Continents & Quinoa, <i>Sebastien Kennes</i> & <i>Amaury Ghijsselings</i>
SAMEDI	Comment s'inspirer d'ailleurs pour mieux vivre et agir ici	Rencontre des Continents, <i>Daniel Cauchy</i>
	Visite de la ferme Arc-en-Ciel	<i>Serge Peereboom</i>
	Ekta Parishad, une proposition pour le monde	Maison du développement durable, <i>Alain Dangoisse</i>
	Déclaration du Mali de la Via Campesina	Mouvement d'Action Paysanne, <i>Catherine Tellier</i>
	Audit citoyen de la dette	Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, <i>Rémi Vilain</i>
	Mandala de la souveraineté alimentaire	Le Monde Selon Les Femmes, <i>Lidia Rodriguez Prieto</i>
	Une école zapatiste pour enseigner l'autonomie et la résistance	Quinoa, <i>Amaury Ghijsselings</i>
	Mouvement des travailleurs ruraux Sans terres au Brésil (M.S.T.)	Entraide & Fraternité, <i>Luis Vandaele</i>
	La résistance contre l'autoroute dans le TIPNIS	Friends of the Earth Europe, <i>Nele Marien</i>
	Les Indiens Kichwa de Sarayaku	Frontière de vie, <i>Jacques Dochamps</i>
	En quoi le Sud peut nourrir le Nord ? Origines des luttes paysannes	Rencontre des Continents, <i>Sébastien Kennes</i>
	Présentation du réseau Amis de la Terre	Les Amis de la Terre-Belgique, <i>Céline Racine</i>
DIMANCHE	Action directe non violente	Quinoa, <i>Amaury Ghijsselings</i>



« Avec le Sud, on perd pas le Nord ! » ... Ou comment s'inspirer d'ailleurs pour mieux vivre et agir ici.

Rencontre des Continents, Daniel Cauchy
cauchyd@gmail.com

Rappel des objectifs : Nous souhaitons à travers cette campagne apporter un autre regard sur les logiques existantes des rapports Nord-Sud et encourager les citoyens européens à changer leur mode de vie (simplicité volontaire, transition, décroissance...).

Dans quel monde vivons-nous ? Une question de récit !

« ... car chaque récit d'un « comment en sommes-nous arrivés là ? » constitue bien sûr la lorgnette par laquelle s'envisage le « que faire maintenant ? ». » Christophe Bonneuil

Quelle est notre représentation du « monde » ? C'est quoi, c'est qui, le Sud ?

Ceci nous invite à questionner notre langage, « *Un langage est un monde, un monde est un langage, le langage crée le monde.* » Andreu Solé

Un imaginaire de la crise : une crise de quoi ?

Comment comprendre l'interconnexion des crises ainsi que nous positionner sur leur nature profonde ? L'exploitation des ressources, la maîtrise du vivant, les rapports de domination, la marchandisation du monde sont autant de logiques prédatrices et destructrices des liens sociaux et de notre environnement. Tant les causes que les solutions à nos impasses semblent résider *dans notre conception même de la nature, de l'homme et de leurs rapports*. Nos représentations, la façon dont nous nous représentons le monde, les conceptions que nous avons du vivant, *les histoires que nous nous racontons* sont en crise. Nous vivons *une crise de civilisation*.

Un monde, des mondes ? Mondialisation et globalisation

« La langue française – ce n'est pas le cas de toutes les langues – distingue mondialisation et globalisation. La mondialisation vise surtout le fait que le monde devient un « village planétaire » : grâce aux progrès technologiques et notamment au développement des NTIC¹, les limites imposées par le temps et l'espace s'effacent et tout devient plus accessible, les biens, les cultures, les idées, etc. C'est donc un processus d'interconnexion et d'interdépendance – cela dit, il s'agit d'une interdépendance très inégale. La globalisation quant à elle désigne un autre phénomène, plus récent, qui est celui de l'extension de la logique marchande à des activités traditionnellement publiques parce que d'intérêt général (infrastructures, services publics, santé, éducation, culture,...) ou d'autorité régaliennne (police, justice,...). En prolongement, la globalisation financière, c'est « l'interconnexion des marchés de capitaux aux niveaux national et international, conduisant à l'émergence d'un marché unifié de l'argent à l'échelle planétaire ». Mondialisation et

1 Nouvelles technologies de l'information et de la communication



globalisation sont donc étroitement liées, bien que distinctes. »²

Nous pourrions dire ainsi que la globalisation est la face idéologique de la mondialisation, depuis son tournant néolibéral.

La notion « Sud » est une conception socio-politique pour caractériser les relations asymétriques de pouvoir sur le plan socio-économique et politique entre les sociétés industrielles de l'hémisphère Nord et la majorité des sociétés situées dans l'hémisphère Sud.

Un grand partage

Nous proposons le vocable « mégamachine³ » pour désigner les sociétés dans lesquelles nous sommes, *notre façon de vivre*, et indiquer l'interpénétration des dimensions techniques, économiques, politiques, anthropologiques, épistémologiques et culturelles. Mégamachine abordée par certains comme « capitalisme néolibéral », par d'autres comme « modernité⁴ », par d'autres encore comme « occidentalisation ».

La notion de progrès et la mission universaliste de l'Occident sont ici centrales. Illich voit dans "le développement" l'avatar récent d'une modalité de rencontre de l'autre ayant subi quelques métamorphoses :

1. L'étranger dans l'Antiquité tardive : comme quelqu'un "à prendre en charge" et à sauver, l'Église comme mère.
2. Le païen : le non-baptisé, que la nature destine à devenir chrétien.
3. L'infidèle : suite à la rencontre des musulmans, le besoin d'être soumis et instruit.
4. L'homme sauvage depuis Christophe Colomb et pour la 1^e fois: l'étranger est défini en termes relevant de l'économie.
5. L'indigène : sauvage ayant des besoins.
6. Les populations sous-développées : réservoir de besoins et donc de profits élevés.

Les sociétés non-occidentales se trouvent ainsi privées à la fois de leur histoire singulière, mais aussi de leur culture. La certitude « moderne » en sa connaissance objective de la Nature grâce à la science, laisse aux autres peuples la diversité des cultures, comme mythologies, voir folklores. « Le brouillage systématique de la distinction entre traditions textuelles et pratiques ordinaires »⁵ a permis de construire une asymétrie complète entre les peuples dans un ensemble de dimensions (politiques, religieuses, économiques, etc.) et d'installer une croyance en notre supériorité. Ainsi par exemple la confusion entre l'histoire du mot démocratie et celle des pratiques et des différentes procédures de décision égalitaires.

Décoloniser nos imaginaires

« La décolonisation de l'imaginaire passe donc par la critique des concepts » Serge Latouche

2 Extrait de « Mondialisation dérégulée : invitation à l'espérance agissante »

3 En référence à l'ouvrage de Serge Latouche, La mégamachine

4 Par exemple : Bruno Latour, Philippe Descola, Christophe Bonneuil, Serge Latouche, Pierre de Jouvencourt, Miguel Benasayag,...

5 Voir David Graeber et par exemple une description des pratiques religieuses chrétiennes par La Sainte Eglise Pastafarienne : 'L'Opus Déi, une secte ? »



« Décoloniser notre imaginaire », dans ce contexte, suppose d'affronter quelques-uns de nos démons... et l'un de ceux-ci ne serait-il pas notre certitude de posséder la seule et unique vérité ? De pouvoir définir ce qu'est le monde, d'inscrire les autres cultures dans nos représentations, même quand nous disons « Un autre monde est possible ! »

Partout au sein des sociétés ... !

Partout sur terre des pratiques peuvent nous inspirer ; il ne suffit pas d'affirmer que d'autres mondes sont possibles : il nous faut repérer les potentialités créatrices, d'autres manières d'être au monde sont déjà là et il nous faut apprendre à les voir pour donner à les voir !

Le trépied du REV

Lors des « États généraux de l'économie sociale et solidaire » une réflexion fut menée quant aux pratiques transformatrices au sein des sociétés. Ils proposèrent le trépied du REV comme modèle de réflexion. Patrick Viveret⁶ le présente ainsi :

« Il existe un trépied transformateur inscrit dans l'histoire et que nous avons aujourd'hui besoin de reconstituer : celui de la résistance créatrice, de l'expérimentation anticipatrice et de la vision transformatrice. Ces trois éléments sont inséparables. Une résistance sans perspective et sans expérimentation devient une simple révolte, souvent désespérée et désespérante. Une vision transformatrice sans résistance et sans expérimentation devient un simple horizon idéal sans traduction incarnée. Une expérimentation coupée de la résistance créatrice et de la vision transformatrice devient une soupape de sûreté ou une caution du système dominant sans capacité à le transformer. Ainsi, le mouvement ouvrier mutualiste n'a pas attendu que sa vision transformatrice d'un système global de protection sociale soit réalisée pour opposer une résistance créatrice à l'inacceptable de la condition ouvrière au début du capitalisme industriel en développant l'expérimentation des caisses de secours mutuel. »⁷

Les suds, sources d'inspiration

« Afin que d'autres paroles de et pour la Terre, venant d'autres cultures et d'autres groupes sociaux, puissent elles aussi être entendues, afin que d'autres explications du « comment en sommes-nous arrivés là ? » et d'autres propositions sur « que faire ? » puissent elles aussi avoir droit au chapitre... » Christophe Bonneuil

Comment enrichir nos modes de pensée, d'organisation et de production grâce au potentiel souvent méconnu des sociétés du Sud ? Face à une globalisation façonnée par les critères culturels et politiques définis au Nord, nous proposons d'ouvrir un dialogue renouvelé entre communautés humaines afin de valoriser tant les innovations sociales et culturelles du Sud que certaines traditions.

De nouveaux courants de pensée proposant des alternatives (en terme de relocalisation de l'économie, de justice sociale, de répartition des ressources, de respect de l'environnement, de solidarité, d'échanges de savoirs, etc.) éclosent partout sur la planète.

Une anthropologie de la curiosité

6 Patrick Viveret est un philosophe et essayiste altermondialiste, né en 1948

7 Patrick Viveret, voir La cause humaine p152



« Contre les jérémiades pessimistes de la pensée critique eurocentriste, j'ai soutenu qu'il existe dans le monde des alternatives réalistes au statu quo actuel, auxquelles, pourtant, nous prêtons rarement attention, simplement parce que, dans nos manières de pensée, de telles alternatives ne sont ni visibles ni crédibles. Par conséquent, j'ai soutenu que ce n'est pas d'alternatives dont nous avons besoin mais de penser de façon alternative les alternatives existantes. » Boaventura de Sousa Santos

Pour cela nous préconisons une anthropologie de la curiosité pour déjouer les logiques de confrontations, et construire les clés d'une compréhension critique et humaniste de l'interdépendance de notre époque.

S'il s'agit de décoloniser nos imaginaires, comme nous le proposait notamment Serge Latouche, il s'agit aussi de les nourrir, de les vivifier avec des récits transformateurs, des perspectives nouvelles et des propositions ouvrant de nouveaux horizons.

Une nouvelle culture ? D'autres mondes sont possibles ...

La naissance d'une autre culture, d'une autre vision du monde et de nous-mêmes, repose sur, et suppose des pratiques émergentes innovatrices quant à l'esthétique⁸ (notre façon de sentir, d'être affecté), l'éthique (comment vivons-nous les questions qui portent sur le bien ?), l'épistémologique (comment construisons-nous nos représentations ?), la spiritualité (quelle place pour une forme de transcendance ?), la technique (comment travailler avec le vivant), la science (quel type de recherche pour quel type de savoir), la politique (comment inventer de nouveaux modes d'élaboration de vie commune ?), économique (comment organiser quelle production), philosophique (comment élaborer une pensée renouvelant l'humanisme par exemple), anthropologique (à quelle élaboration d'une identité humaine œuvrons-nous ?), ...

Et aussi, bien évidemment, comment penser les fécondations entre toutes ces dimensions, ces facettes de nos vies, artificiellement distinguées.

Conclusion : apprendre ensemble

La mondialité que Edouard Glissant oppose à la globalisation, comme cette conscience d'expérimenter l'unicité et la diversité du monde est une invitation au dialogue, à l'ouverture autour d'identités de plus en plus hybrides.

Pour en savoir plus

- LUNTUMBUÉ, Michel. *Trésors cachés*. Ed. Quinoa
- ACOSTA Alberto. *Le buen vivir*. Ed. Utopia
- LATOUCHE, Serge. *Décoloniser l'imaginaire*. Ed. Paragon/Vs
- GRAEBER, David. *La démocratie aux marges*. Ed. Le bord de l'eau
- AUBENAS, Florence & BENASAYAG, Miguel. *Résister, c'est créer*. Ed. La Découverte
- DEL REY Angélique & BENASAYAG, Miguel. *De l'engagement en période obscure*. Ed. Le passager clandestin
- TALEB, Mohammed. *L'écologie vue du Sud*.
- Épistémologies du Sud. Boaventura de Sousa Santos. En ligne : http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=ETRU_187_0021
- Obsolètes les lectures nord-sud à l'heure des grands enjeux globaux. En ligne :

8 Les définitions données sont bien évidemment simplistes et devraient être abordées de manière plus approfondie



<http://www.cetri.be/Obsoletes-les-lectures-Nord-Sud-a>

- Les Présupposés Théoriques D' Édouard Glissant Sur l'Identité. En ligne :

<http://www.ufjf.br/ppgletras/files/2009/11/Les-Présupposés-Théoriques-D-Édouard-Glissant-Sur-l'Identité-ENILCE.pdf>

- Mondialisation dérégulée : Invitation à l'espérance agissante. Etude Centre. En ligne :

http://www.centreavec.be/site/sites/default/files/pdfs/ETUDE%202013_0.pdf

- La démondialisation : Un défi à la justice globale. UCL Pr. Philippe Van Parijs. En ligne :

<http://www.reseauades.net/wp-content/uploads/2012/09/Démondialisation.pdf>

- L'Opus Dei, une secte ? En ligne :

<http://sainteglisedumonstreenspaghettivolant.blogspot.be/2009/05/lopus-dei-une-secte.html>

- Rencontre des Continents : <http://rencontresdescontinents.be/>

Ekta Parishad, une proposition pour le monde

Maison du développement durable, Alain Dangoisse
alain.dangoisse@maisondd.be

Ekta Parishad (EP), mouvement social qui défend les « sans-terre » en Inde, a développé tout un programme qui fait suite à l'action menée déjà depuis 25 ans : formation de jeunes militant(e)s, intense plaidoyer auprès des autorités politiques (nationales et régionales) soutenu par plusieurs grandes marches de mobilisation, développement communautaire, etc.

Le mouvement réclame et propose un autre modèle de développement pour une partie importante de la population qui est exclue du « miracle économique indien » : dalits (intouchables), communautés tribales (adivasis), nomades et artisans pêcheurs qui représentent ensemble en effet 40% d'une population d'un milliard 200 millions. Le mouvement défend pour eux « l'accès à la terre, à l'eau, aux forêts et aux moyens de subsistance » afin qu'ils puissent vivre dignement. Ekta Parishad (Forum de l'unité) qui est actif dans 14 états de l'Inde, fonde son action sur des méthodes de « non-violence active ».

Cet atelier organisé par les Amis de la terre, est une occasion d'explorer la possibilité d'alliances, les modalités à travers lesquelles ré-imaginer et construire des possibles, à partir de l'expérience de Ekta Parishad. Cinq thèmes sont proposés au débat.

1. Social shift - citizen empowerment

Les mouvements sociaux, au Nord comme au Sud, sont porteurs d'innovations sociales — qui comprennent des nouvelles manières de produire et de consommer, mais aussi des nouvelles pratiques démocratiques — qui sont autant d'expériences à partir desquelles réfléchir la transformation écologique et sociale. Une redéfinition des rapports entre le local et le global s'instaure: le global doit créer le cadre favorisant l'épanouissement et la diffusion de ces



innovations locales, à travers lesquelles se manifeste l'inventivité des citoyens ordinaires. Un second objectif de cet atelier pourrait-être de « contraster » les stratégies non-violentes d'Ekta Parishad en Inde, d'une part et les stratégies de transition des pays riches (transition écologique, alter-économie, ...) d'autre part, avec, comme objectif partagé, de favoriser l'émergence de sociétés plus justes et résilientes. A la lumière de certaines notions communes (sobriété, respect, culture de la paix, ...), débattons le concept des innovations sociales comme un moyen plausible de transformation. C'est un appel à se positionner dans une logique de mutation et non plus dans une logique de crises. Ce débat se réfère notamment à deux points-clés ;

- La relation entre l'action sociale directe « en et pour la non-violence », sous des formes de protestation ou de marches, et le processus politique démocratique (votes) ; discutons le rôle de la désobéissance civile comme porteur de transformation sociale, son éventuelle articulation avec les procédures juridiques de défense des droits (cf. les plaidoyers pour la justice sociale), ou encore la pertinence des stratégies de boycott versus de déploiement « par le bas » de solutions.

- La relation entre pauvreté et inégalités d'une part, l'accès aux ressources naturelles d'autre part, partant de la notion d'« écologisme des pauvres » comme une voie d'autonomisation et de modèle de survie en phase avec cette planète limitée.

2. Prendre soin - take care / women empowerment

Nous sommes tous engagés en faveur de l'épanouissement de cultures qui donneraient toute leur place et toute sécurité aux filles, qui donneraient pleinement voix aux femmes dans les espaces publics et opportunités de contribution à l'épanouissement société conviviale et écologique. Nous sommes tou-te-s impliqués dans l'émergence d'une civilisation du « prendre soin », du vivre dans les limites, du nourrir le lien profond à la nature et aux « 7 générations à venir ». En regard de l'objectif mondialisé du renforcement de l'autonomie des femmes – défi toujours d'actualité dans les pays occidentaux -, en s'inspirant de l'expérience en Inde du mouvement Ekta Parishad, proposonsnous un moment d'échange et de réflexion aux modalités et stratégies de soutien aux femmes et par les femmes, dans le monde et en particulier en Belgique.

3. En confiance, lutter – penser et agir par et pour la non-violence

S'inspirant de la méthodologie participative, de l'esprit de non-violence de Gandhi, consacrons un moment de réflexion sur les fondements et les défis des luttes sociales, sur les stratégies de formation des responsables et des activistes, les stratégies d'action des mouvements sociaux dans le monde. La préoccupation est mondiale. Ainsi, en Amérique latine et en Afrique, Rajagopal est régulièrement invité à rencontrer des activistes de la défense des paysans qui font face aux logiques violentes d'accaparement des terres, à visiter leurs expériences d'agro-écologie, et à partager avec eux les fondements de l'action non-violente déployée en Inde. Naomi Klein dénonce avec précision les mécanismes de destruction liés à « l'extractivisme » et « à l'accumulation hors de toute mesure de moyens financiers » ; au Canada, US, Chine, Inde, Grèce,... les gens se sont mis en lutte. En Europe, nos actions de résistance nous confrontent à l'agenda des multinationales (OGM, nucléaire, spéculation financière, accaparement des ressources du vivant –eau, semences, terres - ...) et à l'agenda du « développement économique » promu par les grandes institutions (TTIP). Comment « tout peut changer » ?



4. Se réconcilier avec la pauvreté

Depuis trop longtemps, nous avons tendance à opposer l'agenda de la transition écologique à celui du droit d'accès aux ressources et de la justice sociale. Des ONG comme OXFAM, GREEPEACE en lien avec le mouvement syndical propose de réduire les inégalités et porter la voix des plus pauvres ici et partout, en même temps que de préserver notre capacité de vivre sur terre. Deux éléments de discussion :

- Harmonizing development : Le défi du « développement durable » est précisément d'identifier les modalités à travers lesquelles les pôles économique, social et environnemental du développement peuvent être envisagés ensemble, par des processus de développement qui reconnaissent les exigences de la réduction de la pauvreté en même temps que l'impératif de respecter les limites écologiques. Afin de réconcilier ces impératifs, la réduction des inégalités ainsi que de la consommation dans les pays riches doit être placée au centre de la redéfinition de nos trajectoires de développement.

- La voix des plus pauvres : Les pays du sud, et au sein de ceux-ci, les « groupes » les plus pauvres de la population, seront les principales victimes du processus de destruction des écosystèmes et de l'accélération des bouleversements climatiques en cours. Des alliances peuvent dès lors être envisagées entre les intérêts de ces groupes et les efforts des mouvements qui, au Nord, demandent que l'on aille vers une production et une consommation plus durables. Alors que, dans les négociations commerciales internationales comme dans les négociations sur le changement climatique, ce sont des pays qui s'opposent, la société civile transnationale s'organise afin de faire valoir des préoccupations qui porte la voix des plus pauvres et ainsi ne se réduisent pas aux intérêts que défendent les gouvernements.

5. World wide agenda

Depuis plusieurs années, le mouvement veut globaliser son action car il constate que ses luttes dépassent largement le cadre de l'Inde : accaparement des terres et des ressources naturelles, souveraineté alimentaire, justice sociale, etc. concernent en effet nombre de population dans le monde. Ekta Parishad propose un agenda pour le monde « Back to the villages », « Women empowerment (2016) », « Non violent economy (2018), « 1 million marching for justice » (2020). Dans la mesure où de nombreuses ONG belges et européennes se mobilisent sur les mêmes enjeux, quels sont les collaborations possibles ? Comment renforcer notre action sur le plan international ? Comment les ONG belges & européennes peuvent-elles soutenir l'agenda international d'Ekta Parishad, et inversement ?

Des concepts venus d' Inde

1. Résister & lutter

- Agir en non-violence, pour la non-violence : « entre les armes et le silence, il y a la non-violence active »
- Lutter face à l'accaparement des terres, de l'eau, des forêts, des sources de (sur-)vie
- Lutter face à la violence faite aux femmes / Advocacy pour les femmes
- A HIMSA : n'ayez pas peur = apprendre à marcher en non-violence (Paix intérieure, énergie d'amour , ...)



2. Expérimenter

- Modèle

→ Force et leadership de la communauté, processus par groupes

→ Youngs leadership (pyramide, apprendre le leadership, femmes et hommes, ...)

- Vie quotidienne

→ Women empowerment, mana branch, ... : collectifs de femmes, initiatives « économiques », banque de semences, ruches, ... prendre soin des filles

→ Back to village & village Swaraj: irrigation, agroecology, leadership et force de la communauté, ...

- Mouvement

→ Du travail social (ong's) au mouvement de protestation

→ De « l'Inde » au « Global world initiative »

3. Vision

- A Himsa, love energy and inner peace ; non-violence = « aucune intention de causer dommage à qui que ce soit et au vivant »

- Satyagraha: promouvoir et déployer l'éthique & ne pas s'éloigner de sa quête de vérité

- Gandhi Talisman: "the voice of the poorest": "demande toi quelle sera la conséquence de ta parole, de ton action vis-à-vis du plus petit"

- Economie non-violente, du prendre soin

→ Sarvodaya: œuvrer au bien-être de tous par le bien-être du plus petit

→ Swaraj: s'appuyer et promouvoir l'autonomie de la communauté (comme modèle de politique)

→ Swadeshi: soutenir la capacité et l'auto responsabilité du village

- Non-violent economy: Work by mass, enough for everybody needs, simplicity, appropriate technics, bread labor ... sufficiency & happiness

- Jai Jagat 2020

→ Expanding Ethic

→ Deepening Justice

→ Harmonizing development

Pour en savoir plus

Maison du développement durable : <https://www.maisondde.be/>



La nouvelle déclaration des peuples contribue à une interprétation commune de l'agroécologie

Mouvement d'Action Paysanne, Catherine Tellier
catherine.tellier@skynet.be

Zimbabwe, Harare, 18 mars 2015 – « L'agroécologie est politique ; elle nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés. Nous devons placer le contrôle des semences, de la biodiversité, des terres et territoires, de l'eau, des savoirs, de la culture, des biens communs et des espaces communautaires entre les mains de celles et ceux qui nourrissent le monde » affirme la déclaration du Forum international sur l'agroécologie.

Plus de 200 participants étaient présents au Forum, qui s'est tenu à Nyéléni, au Mali du 23 au 27 février dernier, ils représentaient des organisations de paysan-nes, de peuples autochtones, de travailleurs agricoles, d'artisans-pêcheurs et d'éleveurs nomades, ainsi que de consommateurs et autres populations urbaines. La rencontre avait pour objectif de développer des stratégies communes, de promouvoir l'agroécologie et de la défendre contre la cooptation du secteur industriel



La déclaration appelle à une transformation immédiate fondée sur la production agroécologique d'aliments, telle que pratiquée notamment par les petits producteurs, les artisans-pêcheurs, les pasteurs, les peuples autochtones et les agriculteurs en milieu urbain. Selon ce document « l'agroécologie a toujours été essentielle à l'humanité car elle renforce l'autonomie des producteurs d'aliments et constitue les fondements de la souveraineté alimentaire ».

Les participants nous font savoir que « l'agroécologie se trouve à la croisée des chemins ». Ils prennent note du fait que « de nombreuses institutions multilatérales, gouvernements, universités et centres de recherche, ONG et entreprises, entre autres, ont fini par reconnaître l'agroécologie ». Cependant, continuent-ils « ces acteurs ont essayé de la réduire à un ensemble limité de technologies, pour offrir des outils qui semblent atténuer la crise de la durabilité provoquée par l'agriculture industrielle, mais qui se conforment aux structures de pouvoir en place ».

Ils considèrent ces tentatives comme « une récupération ou cooptation de l'agroécologie pour perfectionner le système alimentaire industriel tout en proclamant un attachement de pure forme aux questions environnementales » et remarquent qu'elles revêtent plusieurs noms, dont « agriculture intelligente face au climat », « intensification durable ou écologique » ou « production industrielle de monocultures d'aliments « bio ». Pour eux, « ces formes de production ne représentent pas l'agroécologie : nous les rejetons et nous nous battons pour dénoncer et faire obstacle à cette appropriation insidieuse de l'agroécologie ».

Et la déclaration continue en affirmant que « la vraie solution aux crises du climat et de la malnutrition, entre autres, ne passera pas par la conformation au modèle industriel, mais plutôt par la transformation et la construction de nos propres systèmes alimentaires locaux, qui créent de nouveaux liens entre la ville et la campagne. Cette transformation est fondée sur la production agroécologique d'aliments, telle que pratiquée notamment par les petits producteurs, les artisans-pêcheurs, les pasteurs, les peuples autochtones et les agriculteurs en milieu urbain. Nous ne pouvons pas permettre que l'agroécologie devienne un outil au service du modèle industriel de production alimentaire. Nous envisageons l'agroécologie comme la principale alternative à ce modèle et comme un moyen de transformer, afin d'améliorer, la manière dont sont produits et consommés les aliments pour l'humanité et la Terre Mère ».

Selon Andrea Ferrante, de l'Association italienne d'agriculteurs biologiques (AIAB) et de La Via Campesina, la solution au problème de l'alimentation dans le monde réside dans l'agroécologie.

« Nous voulons un modèle qui soit basé sur nos savoirs, notre mode de vie et non pas sur le pétrole et les fausses solutions du monde industriel. C'est l'avenir de nos enfants qui est en jeu » déclare-t-il.

Les participants du Forum ont élaboré un plan stratégique comprenant neuf objectifs principaux et plusieurs sous-objectifs visant à soutenir les revendications politiques, sociales et économiques des producteurs d'aliments. Dans ce plan d'action, les femmes occupent le devant de la scène, car la lutte contre les inégalités à caractère sexuel est essentielle à l'agroécologie. Pour Maria Noël Salgado, du Movimiento Agroecológico de America Latina y el Caribe (MAELA) l'agroécologie est pratiquée depuis des siècles et représente plus qu'un système de production. « il s'agit d'une façon d'être, d'un mode de vie qui respecte l'environnement, fournit un moyen d'existence et un revenu à la majorité des producteurs d'aliments et dans lequel les femmes ont, de tout temps, joué un



rôle important » nous dit-elle.

Le plan d'action comprend également la construction de système d'économies locales, le partage des savoirs et la construction d'alliances entre les différents groupes sociaux.

Les groupes sociaux revendiquent, en toute légitimité, le rôle de nous conduire vers l'avenir, car « les décideurs ne peuvent pas avancer dans le domaine de l'agroécologie sans nous. Ils doivent respecter et soutenir nos processus agroécologiques, plutôt que continuer à soutenir les forces qui nous détruisent ». Ils exhortent également chacun et chacune à les rejoindre dans la tâche collective consistant à forger l'agroécologie comme un élément des luttes de nos peuples afin de construire un monde meilleur, un monde basé sur le respect mutuel, la justice sociale, l'équité, la solidarité et l'harmonie avec notre Terre mère.

Pour en savoir plus

- Ibrahima Coulibaly, CNOP-LVC, + 22366761126, i_ibracoul@yahoo.fr
- Maria Noël Salgado, MEALA, +59899762883, maria.noel.salgado@gmail.com
- Andreas Ferrante, AIAB-LVC, +393480189221, a.ferrante@aiab.it
- Judith Hitchman, Urgenci, +33 680600391, hitchman@club-internet.fr

Sites Web :

- <http://www.foodsovereignty.org>
- <http://www.viacampesina.org>
- Mouvement d'Action Paysanne : <http://lemap.be/>

Audit citoyen de la dette

CADTM, Rémi Vilain
remi@cadtm.org

Objectifs

- Faire découvrir un certain nombre d'alternatives à la situation d'endettement d'un État.
- Faire émerger collectivement des arguments en faveur et en défaveur de chaque alternative proposée.
- Faire émerger des positionnements vis-à-vis de ces différentes alternatives.

Animation

Cette animation est basée sur le principe du « débat mouvant » pour une durée de 1heure au total, divisée comme suit :



- 10-15 minutes : Introduction : notions et définitions de base
 - o Explication / rappel de ce qu'est une dette publique.
 - o Explication / rappel de la situation actuelle : aujourd'hui l'endettement public n'est plus une problématique qui touche uniquement les pays du sud. Il est également devenu un enjeu majeur pour les pays du Nord et en particulier les pays européens.
 - o Quelques chiffres sur la dette de leur pays ; le pourcentage du budget de leur pays qui va au remboursement de la dette ; comparer ces chiffres à d'autres pays.
- 30 minutes : débat mouvant entre les participant-e-s (voir « Déroulement » ci-dessous)
- 15 minutes : retour sur les alternatives retenues et mise en avant de l'audit de la dette comme un moyen de lutte, au Sud comme au Nord, avec des exemples

Déroulement (30 minutes)

S'interroger sur les différentes façons de gérer cette question de l'endettement:

« Face à cette situation, quelle est la ou les revendications que je souhaite défendre en tant que citoyen-ne? ».

Présentation des alternatives qui correspondent à chacun des espaces où les débats se feront (les alternatives ont préalablement été inscrites sur des grandes feuilles) :

- Suspendre le paiement de la dette
- Payer la dette en faisant des économies car on vit au-dessus de nos moyens
- Payer la dette en taxant les riches
- Effectuer un allègement ou une restructuration de la dette
- Ouvrir les livres de comptes de l'État: on audite la dette
- Annuler la dette.
- Une alternative à proposer par les participant-e-s

Chaque participant devra se rapprocher de l'espace et donc de l'alternative qui lui semble la plus pertinente. Il sera ensuite amené à discuter avec les participants qui se trouvent dans le même espace que lui des raisons qui l'ont amené à s'en rapprocher. Pourquoi pense-t-il que cette solution est la meilleure ? Après discussion les participants d'un même espace devront construire un argumentaire collectif. Leur objectif sera de convaincre leurs voisins que leur alternative est la meilleure.

A l'issue de ce temps de discussion, chaque « groupe » présente son argumentaire. Deux éléments sont importants à cette étape :

1. L'objectif est bien d'essayer de convaincre les autres participants de les rejoindre.
2. Dans un premier temps, les autres espaces ne peuvent pas réagir aux arguments qu'ils entendent. Chaque espace aura son temps d'argumentation.

Une fois que chaque groupe s'est exprimé, les participant-e-s changent ou non d'espace. Dans un dernier temps, les participants qui ont changé d'espace sont invités à expliquer ce qui les a finalement convaincus de préférer cette alternative.

Débriefing (15 minutes)

Ce temps consiste à reprendre chacune des alternatives en donnant le positionnement du CADTM et d'ouvrir au débat.



- 1) Payer la dette en faisant des économies car on vit au-dessus de nos moyens : l'austérité
- 2) On allège la dette / On restructure la dette : est-ce une solution ?
- 3) On paie la dette en taxant les riches
- 4) Suspension de paiement
- 5) Audit
- 6) Annulation de la part illégitime de la dette

On revient ensuite sur les revendications du CADTM + présentation brève d'ACiDe

A remettre aux participant-e-s car le temps imparti sera trop court pour le faire mais c'est intéressant : des cas concrets qui vont dans le sens de ces propositions : l'Islande, l'Argentine et l'Équateur.

Pour en savoir plus

Sur l'audit :

- Article : <http://www.cadtm.org/L-audit-un-outil-essentiel-pour>
- Le documentaire Debtocracy : <http://www.debtocracy.gr/>
- Se balader sur le site de l'audit de la dette publique en France : <http://www.audit-citoyen.org/?p=1011>
- Le livre « Audit Annulation Autre politique »
- Le livre « Dette indigne » de Gérard Filoche et Jean-Jacques Chavigné
- Vidéo : A qui profite la dette ? : <https://www.youtube.com/watch?v=V28vk6DVE1k> + site : <http://www.onveutsavoir.be/>

Sur les allègements de dette :

- L'initiative PPTE : entre illusion et arnaque : <http://www.cadtm.org/L-initiative-PPTE-entre-illusion>
- Les dessous de l'allègement de la dette de la République démocratique du Congo <http://www.cadtm.org/Les-dessous-de-l-allegement-de-la>

Sur la suspension de paiement :

- <http://www.cadtm.org/Les-annulations-de-dette-et>
- <http://www.cadtm.org/Les-lecons-de-l-Argentine-pour-la>

Sur les arguments juridiques pour contrer la dette :

- <http://www.cadtm.org/Quelques-fondements-juridiques.6725>

Sur le comité :

- <http://cadtm.org/>

Mandala de la souveraineté alimentaire

Le Monde Selon Les Femmes, Lidia Rodriguez Prieto
lidia@mondefemmes.org

REMTE Bolivie fait partie du Réseau latino-américain des Femmes pour une Transformation de



l'Économie, actuellement présent dans 12 pays.

REMTE Bolivie est un réseau composé d'organisations sociales, d'institutions, d'associations de femmes et de chercheuses qui a pour mission de contribuer à une meilleure compréhension de l'économie par les femmes, de promouvoir des alternatives et formuler des politiques économiques équitables et durables susceptibles d'améliorer la vie des femmes. REMTE Bolivie est coordonnée à tour de rôle par ses membres et depuis le début de 2015 le réseau est sous la responsabilité du Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza (CPMGA).

Le réseau est un espace d'analyse, d'échanges, de communication et d'action politique. Il a pour but de renforcer la participation des femmes et des organisations sociales dans l'élaboration de politiques économiques prenant en compte les principes de justice, d'humanité, d'équité et de solidarité.

REMTE Bolivie met en œuvre des activités telles que : formation, plaidoyer, recherche, soutien aux associations de femmes, renforcement organisationnel à l'intention des femmes, notamment en milieu rural et dans les syndicats. Parmi les axes de travail de l'organisation on trouve les droits économiques et du travail, le commerce extérieur, la souveraineté alimentaire et le changement climatique.

Objectif du projet soutenu par Le Monde selon les femmes

Contribuer à la production de connaissances et à la systématisation des savoirs et des pratiques ancestrales par les femmes rurales en vue de politiques publiques basées sur l'égalité de genre pour la résilience face au changement climatique.

Programme 2011-2013 : Objectifs et résultats REMTE - FCC

Objectif du projet

REMTE Bolivie influence, avec les organisations sociales de femmes, les instances de décision au niveau national afin que soit incorporée la dimension genre dans les politiques de souveraineté et de sécurité alimentaire (S&SA).

Le projet a permis :

- D'établir des alliances entre différentes organisations de femmes au niveaux régional et national, renforcer leurs capacités de plaidoyer et d'élaborer des recommandations portant sur le genre et S&SA dans le cadre de lois récentes et concernant l'accès à la terre et aux ressources naturelles dans différentes régions.
- D'entamer un dialogue avec les autorités nationales, régionales et locales au sujet des différentes recommandations.
- D'élaborer une stratégie de communication sur l'accès et le contrôle de la terre et des ressources naturelles par les femmes dans le cadre de la S&SA.

- De réaliser une recherche participative sur "Les apports des femmes rurales dans la souveraineté alimentaire en Bolivie" avec 4 études de cas et de discuter ces informations avec l'équipe de chercheuses péruviennes.



Pour aller plus loin

- <http://www.remte-bolivia.org/>
- Vidéo sur les agricultrices boliviennes face aux changements climatiques : <https://www.youtube.com/watch?v=GRwUwyBneBA&feature=youtu.be>
- Le Monde Selon Les Femmes : <http://www.mondefemmes.be/>



Une petite école zapatiste pour enseigner l'autonomie et la résistance au reste du monde Mexique

Quinoa, Amaury Ghijssels
amaury@quinoa.be

“Viva Zapata ! Viva los compañeros caídos en el combate ! Viva el EZLN ! Viva los presentes !” Ces acclamations résonnent en même temps dans les cinq caracoles¹⁰ zapatistes à l’heure de débiter l’an 2014. Elles sont reprises en cœur par des milliers de citoyens, venus du monde entier jusqu’au sud-est du Mexique pour célébrer les 20 ans du mouvement néozapatiste¹¹. Parallèlement aux festivités, le mouvement zapatiste a mis en place une semaine de formation pour transmettre leur conception de la liberté, de l’autonomie et de la résistance.

Baptisée la *escuelita* (littéralement, la petite école), cette initiative pédagogique est extraordinaire à plus d’un titre. Tout d’abord, c’est la première fois que les rebelles ouvrent aussi grand les portes de leurs caracoles, de leurs communautés et de leurs maisons. La rencontre ainsi créée est un événement de taille de part et d’autre. La solidarité internationale dont les indigènes ont tant entendu parler devient soudain visible, incarnée par les milliers d’individus hétéroclites venus partager leurs maisons, leurs repas et leurs labeurs. Du côté des élèves, comptant beaucoup de jeunes activistes et de travailleurs sociaux, se retrouver au cœur d’un territoire insurrectionnel est une expérience chargée, autant en émotion qu’en apprentissage. Les motivations de chacun sont très variées mais un activiste comme moi s’y rend avant tout pour écouter les leçons de 20 ans de rébellions et y trouver de nouvelles inspirations pour les luttes à mener sur nos territoires.

Personne n’avait imaginé un tel succès quant à la participation à cet événement. Majoritairement venus d’Amérique latine, d’Europe et d’Amérique du Nord, les candidats à l’école zapatiste se comptent en milliers. En tout, quatre sessions devront être organisées pour tous les accueillir et clôturer la première d’une série de trois formations, prévue dans le cadre de la *escuelita*. Le thème abordé lors de cette première formation était « La liberté selon les zapatistes ».

A mes yeux de formateur en éducation au développement, l’*escuelita* incarne un des exemples les plus ambitieux d’éducation populaire. Pas question de banc d’école et d’interrogations écrites. L’histoire des zapatistes s’apprend au cours des repas et les logiques organisationnelles se font comprendre au travers des travaux collectifs auxquels les élèves participent activement. Chaque élève est accompagné d’un *Votan*, un zapatiste qui jouera à la fois le rôle d’ange gardien et de professeur particulier. Ces derniers ne correspondent pas à l’image classique de l’enseignant, n’importe quel zapatiste peut être désigné *Votan*. Chacun d’eux est tout à fait capable de

9 Vive Zapata ! Vive les camarades tombés au combat ! Vive l’EZLN ! Vive toutes les personnes présentes !”

10 Centres coopérativistes où se situent le plus important organe de pouvoir des territoires autonomes zapatistes et où sont également abrités des coopératives de production, des écoles, hôpitaux ou centre de formation (en agroécologie, santé, artisanat).

11 Le terme « zapatisme » permet de rendre compte du caractère historique de leur lutte en faisant référence à un des acteurs principaux de la révolution mexicaine de 1910, Emiliano Zapata. L’ajout du préfixe « néo » permet de rendre compte de la modernité du mouvement.



transmettre la conception zapatiste de l'autonomie vu que cette dernière ne s'apprend pas dans les livres, disent-ils, elle se construit tous les jours ! Cette approche est à l'image de la conception du savoir au sein du mouvement, un savoir qui est avant tout perçu comme un patrimoine et un produit social, autrement dit, le fruit de 500 ans de luttes. Le hasard des attributions a pu réunir des adolescentes indigènes pouvant à peine lire et écrire avec des professeurs d'université ou bien un vieux paysan avec un ingénieur agronome fraîchement diplômé !

1ère leçon : d'une logique de guérilla à celle de guerre mondiale

L'insurrection menée par l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) le 1er janvier 1994 ne doit pas être interprétée comme une réaction immédiate et improvisée à l'entrée en vigueur de l'ALENA¹² le même jour. La date a été choisie de façon symbolique mais il s'agit avant tout d'un épisode à inscrire dans une histoire beaucoup plus longue et complexe : celle de la résistance des peuples indigènes contre le système-monde capitaliste. « *Nous sommes le produit de 500 ans de lutte* » pouvait-on lire dans la première déclaration de Lacandone. *Basta* de cinq siècles d'extermination, d'exploitation, de discrimination et d'ignorance du peuple indigène. Assez d'impérialisme militaire, économique et culturel !

Roberto, le père de la famille qui m'accueille pour l'*escuelita* me raconte cette matinée où tout a commencé. « *Nous avons dû faire nos adieux à nos proches mais heureusement tout le monde est revenu sain et sauf dans ma communauté. Nous étions armés de machettes et de bâtons pour la plupart car il n'y avait pas assez d'armes à feu pour tout le monde. Notre arrivée dans la ville fut une surprise totale pour le pays qui avait fait la fête toute la nuit pour le nouvel an.* »

Bien qu'un cessez-le-feu fût déclaré unilatéralement après 12 jours de combats par le Président de l'époque, Carlos Salinas, la guerre ne fait que commencer du côté néo-zapatiste. Pour eux, il ne s'agit en rien d'une guerre civile mais bien d'une guerre mondiale : la quatrième. La dernière avait opposé deux ensembles géostratégiques quant à la manière de concevoir les modes de production. Cette fois-ci, ce sont deux cosmovisions, sans couleur de peau ni drapeau qui s'affronteront. L'originalité du discours politique et des pratiques insurrectionnelles zapatistes institue une nouvelle modernité de la résistance au système-monde capitaliste néolibéral. Une nouvelle manière de concevoir la révolution prend forme tant et si bien que les écrits consacrés aux mouvements sociaux s'accordent généralement à faire du 1er janvier 1994 l'an 1 du mouvement altermondialiste¹³.

2ème leçon : d'une conception binaire à une conception complexe de la révolution

L'EZLN s'est préparé pendant 10 ans avant de déclarer la guerre mais, aussi et surtout, avant de prendre la parole¹⁴. Le mouvement a pris le temps de réfléchir avant d'agir : l'EZLN a tiré des leçons des révolutions passées et a fait preuve d'une forte maturité dès ses premières prises de parole. Le néozapatisme n'est pas seulement une lutte pour le droit des indigènes ou une lutte des classes. La lutte des classes est une lutte à mener parmi d'autres mais elle n'est pas la solution miracle contre tous les maux de la société. La dictature du prolétariat ou l'indépendance du Chiapas ne feront pas

12 Accord de Libre Echange Nord-Américain, traité de libre commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

13 Pour un aperçu plus détaillé de l'histoire du mouvement zapatiste, lire : François Houtart, « Les zapatistes existent toujours », CETRI, mars 2013, <http://www.cetri.be/spip.php?articl...>

14 Isain Mandujano, « Un mestizo sigue siendo su figura central », Proceso, n°43, janvier 2014



cesser le machisme, les discriminations raciales ou l'exploitation de la terre. Dorénavant, la lutte contre la civilisation capitaliste devient transversale, c'est-à-dire qu'elle se matérialisera face à toutes formes de discriminations, d'oppressions, de mépris de la nature ou d'impérialisme culturel. Cette guerre d'un nouveau genre n'est ni le monopole des organisations de travailleurs au travers de la lutte des classes, ni celle des indigènes au travers d'une lutte séparatiste. La lutte est partout, elle se joue de manière spécifique sur chaque territoire et chacun est capable d'agir au quotidien sur son terrain. Les résistances et alternatives doivent être le produit d'un contexte historique et socioculturel qui varie d'une situation à l'autre. Il ne peut donc pas y avoir de réponse unique aux injustices qui traversent la planète¹⁵.

Cette reterritorialisation des luttes n'est pas opposée à l'idée de créer un mouvement global pour les zapatistes, qui se sont attelés très tôt à faire converger les luttes. Dès 1996, ils organisent la « Première Rencontre intercontinentale contre le Néolibéralisme et pour l'Humanité » dont la forme et les objectifs orientés vers le partage d'expérience préfigurent le Forum Social Mondial, temple itinérant et éphémère des altermondialistes, qui n'apparaîtra que 5 ans plus tard. Le temps et l'énergie consacrés à la mise en place de la « Première rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du Monde » en 2006, ou encore à l'organisation de la toute fraîche *escuelita zapatista*, démontre que l'articulation de leur lutte avec celles du reste du monde est au cœur de l'agenda zapatiste.

3ème leçon : d'une logique top-down à une logique holistique du changement social

Autre principe original découlant du précédent, la révolution ne se conçoit plus seulement avec la prise du pouvoir comme condition *sine qua non* pour triompher. La question du rapport entre mouvements révolutionnaires et pouvoirs étatiques reste centrale mais elle n'est plus considérée comme un axe vertical auquel donner la priorité.

Au lieu de conquérir le pouvoir, la priorité stratégique est donnée à la création de contre-pouvoirs sociaux. L'idée est qu'une société civile organisée est le meilleur moyen pour contrecarrer le pouvoir de l'État et des partis politiques car plus elle est forte, plus le pouvoir est perçu comme illégitime. Dans la pratique, la stratégie de résistance au pouvoir politique et étatique a évolué au cours de l'histoire du mouvement.

Ce sont d'abord les armes qui ont parlé, et l'idée de conquérir le pouvoir n'était pas absente au début du conflit. Rodrigo, mon Votan, explique : « *En vérité, nous voulions atteindre la capitale du Mexique et puis le reste du monde lorsque nous avons commencé la guerre. Il a fallu accepter que nous n'allions pas y arriver et que la société civile ne voulait pas de cette guerre. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous utilisons nos voix pour amener la révolution dans les villes que nos fusils ne peuvent atteindre* ». Beaucoup d'organisations de la société civile ne voulaient pas d'un conflit armé dans la région. L'EZLN a donc revu sa stratégie démontrant ainsi que l'articulation de son combat aux autres luttes sociales nationales constitue un principe supérieur à tous les autres. Les armes ont donc été mises de côté pour faire place au dialogue et un front politique a même été créé, le Front Zapatiste de Libération Nationale. En 1996, des négociations menées grâce à la médiation de Samuel Ruiz, évêque de San Cristobal, ont même débouché sur des accords de paix :

15 Sur la question du rapport au pouvoir des zapatistes, lire Carlos Antonio Aguirre Rojas, *Les leçons politiques du néozapatisme mexicain*, Paris, L'Harmattan, 2010



les accords de San Andres. Cependant, les efforts consacrés au dialogue politique ne paieront pas car les accords de paix ne seront jamais mis en application, c'est-à-dire traduits en loi. Leur mobilisation politique telle que la marche « couleur de la terre » en 2001 n'a pas non plus apporté de résultat tangible. La même année, tous les partis politiques, sans exception, se sont rangés derrière un projet de réforme constitutionnelle, proposée par le président Vicente Fox. Censée appliquer les accords de paix, cette réforme a été rejetée par l'EZLN qui y voyait une trahison des principes d'autonomie et d'autodétermination qu'ils avaient obtenus en 1996.

Jusqu'alors, les Zapatistes entretenaient des contacts avec le PRD¹⁶ mais cet épisode tut tout espoir d'obtenir justice grâce aux partis politiques.

Après les armes et le dialogue, il y a donc eu une rupture entre le mouvement zapatiste et la sphère des institutions politiques. *« Alors, à ce moment-là, nous avons compris que le dialogue et la négociation avec ceux du mauvais gouvernement du Mexique n'avaient servi à rien. C'est-à-dire que ce n'est pas la peine de discuter avec les hommes politiques, parce que ni leur cœur ni leurs paroles ne sont droits, ils sont tordus et ils ne font que mentir en disant qu'ils vont respecter des accords¹⁷ ».*

Cette attitude face aux autorités a eu plusieurs incidences dans le contexte national. D'une part, cette rupture est parfois décrite dans la société civile mexicaine qui aimerait compter sur le support zapatiste à l'heure où d'importantes réformes telles que l'exploitation des ressources naturelles sont débattues¹⁸. D'autre part, le gouvernement mexicain a réagi à ce repli zapatiste en organisant un « silence radio » quasi total à leur sujet. Tant et si bien que l'idée du déclin de l'EZLN s'installe dans le pays. Le 21 décembre 2012, pour faire taire ces rumeurs, les zapatistes avaient choisi de reprendre les cinq villes qu'ils avaient occupées en 1994, le temps d'une journée, par milliers, en silence et, cette fois, sans armes.

4ème leçon : d'une logique de dépendance à celle de l'autonomie

Le premier degré de l'*escuelita zapatista* avait pour titre « la liberté selon les zapatistes ». L'élève a vite fait de comprendre que pour les zapatistes, la liberté c'est l'autonomie ! La recherche de l'autonomie était présente dès le début du mouvement et la récupération des terres qui accompagne le soulèvement en est la pierre angulaire. *« Il ne peut y avoir de liberté sans accès à la terre car c'est elle qui offre le travail et les ressources dont nous avons besoin. Avant la guerre, nos parents étaient obligés de travailler pour des grands propriétaires qui payaient très peu. En plus, ils vendaient eux-mêmes de l'alcool et au final beaucoup d'entre nous finissaient par s'endetter pour acheter cet alcool qu'ils nous offraient au début jusqu'à ce qu'on devienne dépendants ! On travaillait beaucoup plus d'heures par jour que ce que nous faisons aujourd'hui depuis que nous nous sommes organisés et que nous avons nos milpas¹⁹ et nos troupeaux collectifs »*, m'explique Esteban du Caracol Morelia. Comme exposé plus haut, ni la guerre, ni le dialogue politique n'ont pu apporter la justice en territoire zapatiste. Dès lors, la logique des zapatistes est de s'organiser en

¹⁶ Parti de la Révolution Démocratique, parti politique de gauche, membre de l'internationale socialiste.

¹⁷ Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène, *Sixième déclaration de la forêt de Lacandone*, 2005

¹⁸ Au sujet de la réforme énergétique, lire « Los peligros de la reforma energética », <http://www.proceso.com.mx/?p=350275>

¹⁹ MILPA, système agricole où la culture du haricot est associée au maïs et à différentes variétés de cucurbitacées.



vue de réaliser immédiatement leurs droits, sans avoir recours à la sphère politique. Cette stratégie traduit une vision du pouvoir qui serait un jeu à somme nulle. Plus le mouvement crée de l'autonomie - qu'elle soit alimentaire, sanitaire ou économique - moins le système-monde a de pouvoir sur lui.

L'autonomie est en perpétuelle construction, à la fois objet d'innovation, de retour aux savoirs ancestraux et de résistance. Au niveau de l'éducation, les zapatistes construisent leurs écoles, primaires et secondaires. L'histoire des peuples indigènes et leur culture y sont enseignées en langue locale. Les élèves qui suivent les cours à l'école zapatiste n'ont évidemment pas accès à l'université publique car leur diplôme n'est pas reconnu. Certains décident dès lors de suivre les cours dans les deux systèmes mais le discours officiel zapatiste affirmera qu'il n'est pas nécessaire d'aller à l'université car la priorité est donnée au travail de la terre et à l'organisation communautaire, et que ces matières ne s'enseignent pas à l'université. Concernant la santé, des hôpitaux ont même été construits. Situés dans les caracoles, ils sont la fierté du mouvement mais il s'agit d'un des secteurs les plus coûteux du mouvement et son maintien dépend aujourd'hui énormément de l'aide internationale²⁰. Parallèlement, les zapatistes revalorisent la médecine traditionnelle. Les femmes sont formées dans chaque communauté aux rôles de sages-femmes, d'infirmières et de spécialistes des plantes médicinales. Côté agriculture, des centres de formation en agroécologie ont également été installés dans chaque région zapatiste. On y forme des promoteurs pour chaque municipalité. En matière d'économie, ils mettent en place leurs coopératives de café ou de produits artisanaux. Dans tous ces domaines, il s'agit de s'émanciper de la dépendance à L'État fédéral et des *coyotes*, c'est-à-dire des intermédiaires. Devenir autonome dans ces domaines clés est devenu le cœur du projet zapatiste. Au centre des discours lors des plénières de l'*escuelita*, le constat est toujours le même : beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire ! Cette marche vers l'autonomie dérange évidemment L'État qui utilise différentes stratégies pour contrecarrer le projet zapatiste.

5ème leçon : de la résistance armée à la résistance morale

Après 20 ans d'insurrections, les attaques physiques des militaires et des paramilitaires soutenus par l'État persistent. Depuis que le cessez-le-feu a été signé, le Chiapas est le théâtre d'une guerre de basse intensité. L'État a régulièrement recours à des groupes armés informels pour contrer les communautés zapatistes mais aussi d'autres communautés qui s'opposent aux mégaprojets énergétiques et touristiques de la région. En 1997, le massacre d'Acteal, une communauté non-violente du Chiapas, demeure l'exemple emblématique des liens entre groupes paramilitaires et autorités mexicaines. Le 22 décembre de cette année-là, quarante-cinq villageois furent tués. Les auteurs de ce massacre ont pourtant été relâchés en 2009, non par faute de preuves mais bien pour « vices de forme ». Plusieurs organisations, comme Frayba et Amnesty International, dénoncent depuis lors les collusions entre ces groupes armés et les autorités mexicaines pour museler les mouvements sociaux²¹. Le message au reste des groupes armés informels est à peine caché : soulevez-vous contre le mouvement zapatiste et contre tout autre mouvement de résistance à nos projets de développement, l'État vous couvrira.

20 Gabriela Coutiño, « EZLN celebra 20 años de lucha y resistencia en pueblos de Chiapas » Mirada Sur, 2 janvier 2014

21 Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas, *Entre la política sistémica y las alternativas de vida*, San Cristóbal de las Casas, 2012



Le conflit entre les autorités – ou, plus exactement, entre les partis politiques – et les communautés zapatistes se joue de plus en plus par personnes interposées et demeure centré sur la question de l'accès à la terre. Fréquemment, les autorités locales invitent les communautés non-zapatistes à s'appropriier les terres zapatistes. En réaction à ces attaques, les zapatistes ont formé ce qu'ils appellent les « bases d'appui ». Concrètement, lorsque des tensions apparaissent dans une région, un groupe de soutien pouvant aller jusqu'à plusieurs centaines d'hommes issus d'autres communautés, est rapidement envoyé sur place. Ce bras de fer entre rebelles et « partidistes²² » est de plus en plus musclé. Le plus souvent ces tensions ne dépassent pas le stade des menaces, harcèlements, accaparements de terres et sabotages, mais elles provoquent régulièrement des déplacements de population et donc l'impossibilité pour les communautés zapatistes de s'occuper de leurs terres, de leurs troupeaux et de leurs cafésiers.

Parallèlement à ces violences physiques, le mouvement zapatiste subit les pressions clientélistes du gouvernement. L'État offre des maisons, des médicaments, des engrais chimiques et construit même des écoles dans les montagnes autrefois négligées. Loin de satisfaire aux 13 demandes des zapatistes²³, ces investissements sont dénoncés par les communautés rebelles comme autant de miettes de pain visant à saper la construction de leur autonomie. « *A quoi bon accepter des écoles où les professeurs ne connaissent pas les langues indigènes ? A quoi bon accepter les engrais chimiques et les semences transgéniques si l'année d'après il faut racheter des semences et mettre davantage d'engrais ? Nous, ce qu'on demande, ce sont des droits et ça, ils ne nous les offrent pas* », me confie Rodrigo, mon Votan.

Pourtant la stratégie s'avère efficace. Lorsque la question des effectifs zapatistes est posée en plénière à l'*escuelita*, impossible d'obtenir une tendance ou de débattre de la question. Le sujet est tabou dans les caracoles mais force est de constater que si le mouvement a gagné en termes d'organisation, il a perdu en nombre. Alors qu'en 1994, plusieurs communautés s'étaient rassemblées pour former les municipalités autonomes rebelles zapatistes, aujourd'hui ces municipalités comptent en leur sein des communautés entières ne faisant plus partie du mouvement, voire des communautés hybrides. Des « autorités officielles » refont leur apparition dans ces territoires et cohabitent avec les autorités autonomes zapatistes. Cette politique clientéliste a donné un tout autre sens au terme résistance dans la bouche des zapatistes. Aujourd'hui, il s'agit avant tout de résister à la tentation ! Ceux qui perçoivent l'autonomie économique, culturelle et politique comme horizon de leur démarche s'accrochent.

6ème leçon : d'une logique militaire à celle d'une « autre démocratie ».

A l'origine, les zapatistes étaient sans doute plus nombreux mais le mouvement était aussi caractérisé par une structure militaire verticale. Depuis la création des caracoles en 2003, le pouvoir a véritablement été transmis aux communautés locales. Cette révolution en termes d'organisation est sans aucun doute la plus belle des victoires que le mouvement s'est construites²⁴.

22 Partidiste : nom donné par les zapatistes aux communautés qui servent les intérêts des partis politiques et bénéficient de leur protection.

23 Logement, terre, travail, alimentation, santé, éducation, information, culture, indépendance, démocratie, justice, liberté et paix.

24 Jesusa Cervantes, « El zapatismo redefinió sus campos de acción », Proceso, n°43, janvier 2014



Trois niveaux de pouvoir s'articulent pour assurer l'adage zapatiste du « *commander en obéissant*²⁵ ». Les communautés élisent leurs autorités en leur sein. Ensuite les autorités municipales autonomes servent la coordination entre les communautés sans les assujettir. Enfin, ce sont les caracoles qui assurent les décisions au niveau de la région. Aucune autorité ne chapeaute les cinq caracoles. Bien que le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène (CCRI), organe de l'EZLN, existe toujours, il ne possède qu'un rôle de conseiller auprès des autorités démocratiques que sont les caracoles.

Parmi les dernières décisions prises au niveau démocratique, il y a celle d'atteindre la parité de genre dans les « conseils de bon gouvernement ». Certains caracoles y arrivent, d'autres y travaillent, mais dans toute la région l'égalité de genre est au cœur du projet, le machisme est combattu et le droit des femmes est même légiféré. La seule loi que les zapatistes ont édictée jusqu'à présent est la « Loi Révolutionnaire des Femmes » qui prévoit, entre autres, l'égalité d'accès aux postes à responsabilités. Cette attention à la participation politique des femmes est symptomatique d'une démarche visant à rendre l'exercice du pouvoir le plus horizontal possible²⁶.

Chaque zapatiste est appelé tôt ou tard à rejoindre un des trois niveaux d'autorité. La logique étant que personne n'est plus capable qu'un autre et que chacun doit être responsable des décisions prises par le mouvement. La durée des mandats varie de l'un à l'autre mais dans tous les cas, il s'agit d'une activité non-rémunérée. Plusieurs équipes sont constituées afin d'assurer des tournantes, ce qui permet à chacun de poursuivre ses activités personnelles dans sa communauté. Cette radicalité dans la mise en place des structures de pouvoir redonne un sens au mot démocratie. C'est d'ailleurs pour cela que les zapatistes apposent le terme « autre » à beaucoup de concepts politiques : il s'agit de mettre en place d' « autres gouvernements » en vue de construire une « autre démocratie » qui permettra d'atteindre l' « autre société ».

7ème leçon : les zapatistes peuvent inspirer les mouvements sociaux européens

Après 20 ans de lutte, les zapatistes n'ont pas perdu l'espoir de changer le monde. L'*escuelita* est pour eux une manière d'exporter la révolution. Il s'agit bel et bien d'une véritable expérience d'éducation populaire vu que son objectif général n'est autre que la transformation de la société. La venue de plusieurs milliers de citoyens du monde à cet événement d'ouverture a certainement contribué à donner un nouvel élan au mouvement. C'est aussi une formidable opportunité donnée aux élèves y ayant participé de relier les leçons tirées de 20 ans de luttes indigènes aux questions qui traversent les mouvements sociaux de chez eux.

Choisir la construction de l'autonomie comme axe principal de changement social est à mes yeux une stratégie qui est appelée à se développer davantage en Europe. Le faire *contre* le politique (la résistance) et/ou le faire *avec* le politique (le dialogue) sont les deux axes traditionnels des luttes

²⁵ Les 7 principes du « Commander en obéissant » sont : 1. Servir et non se servir 2. Représenter et non supplanter 3. Construire et non détruire 4. Obéir et non commander 5. Proposer et non imposer 6. Convaincre et non vaincre 7. Descendre et non monter.

²⁶ Sur la question des femmes dans le mouvement zapatiste, lire : *Participación de las mujeres en el gobierno autónomo, cuaderno de texto de primer grado del curso de "la libertad según l@s zapatistas"*
<http://espaciolibremexico.wordpress.com/2013/09/09/los-cuatro-textos-de-la-escuelita-zapatista/>



sociales européennes, incarnées par les mouvements activistes, les syndicats et les ONG. Lors des grands rendez-vous internationaux comme les COP²⁷ ou les sommets européens, certaines organisations sociales choisissent de dialoguer avec les institutions politiques et les représentants d'intérêts privés, en espérant obtenir des accords et traités écologiquement et socialement plus ambitieux. D'autres font le choix de la rupture et concentrent leurs efforts dans des actions directes et/ou la désobéissance civile. Ce clivage stratégique, parfois nommé *inside-outside*, est certainement appelé à se renforcer au sein des mouvements sociaux. De chaque côté, les acteurs se diviseront aussi pour savoir si ce clivage stratégique tend à déforcer ou renforcer le mouvement.

Au Chiapas, la lutte a enseigné aux zapatistes que ni la guerre, ni le dialogue ne leur permettrait d'atteindre leurs objectifs. Ils concentrent donc tous leurs efforts sur la construction de leur autonomie, et ce à un tel point qu'il en est devenu le paradigme de leur lutte. Dans le vocabulaire néozapatiste, l'autonomie est devenue un synonyme d'alternative globale au modèle capitaliste. Elle est la condition *sine qua non* pour atteindre la liberté, la survie de leur culture, l'égalité entre les sexes ou encore la démocratie véritable. En Europe, le concept d'autonomie a toujours été présent dans les mouvements sociaux, tout particulièrement dans la mouvance anarchiste. Plus récemment, il se développe dans la rhétorique d'initiatives collectives comme les squats, la Zone à Défendre (ZAD) ou *Reclaim the Fields* mais il s'agit tout au plus d'un concept parmi d'autres et non pas du fer de lance de ces mouvements sociaux. Selon moi, l'expérience ayant sans doute le plus d'acointance avec la conception zapatiste de l'autonomie et du changement social est celle menée par les assemblées populaires des Indignés. Ce mouvement social cherche comme les zapatistes à réinventer la démocratie par en bas plutôt que par la prise du pouvoir. Cependant, cette expérience a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir être comparée aux « conseils de bons gouvernements » zapatistes. Dans une autre mesure, les groupements d'achat, les habitats groupés, les bourses d'échange de semences, les *Repairs cafés*, les coopératives à finalité sociale sont autant d'initiatives citoyennes suivant cette logique qui cherche à faire *sans* l'État. La limite d'une comparaison entre ces initiatives orientées vers la construction d'une autonomie et celles menées par les zapatistes réside dans le fait que les premières demeurent jusqu'à présent des niches économiques en territoire capitaliste alors que les secondes s'établissent sur un territoire *autonome* géré par des autorités *autonomes*.

Quoi qu'il en soit, le message de l'*escuelita* n'est pas de transposer à l'identique les stratégies zapatistes à nos luttes sociales mais bien d'en tirer des leçons au travers de la comparaison. Au Chiapas, les révolutionnaires ont fait le deuil de la confrontation et du dialogue politique pour obtenir des victoires. Qu'en est-il de notre contexte politique et plus exactement de nos démocraties ? Peut-on encore miser sur un dialogue avec nos Etats au travers de leurs institutions et de leurs partis politiques pour obtenir gain de cause dans nos luttes sociales ? Unir nos forces dans une logique de confrontation nous donnera-t-il plus de résultat ? Notre contexte européen, où bouillonne une multitude d'acteurs sociaux, invite sans doute davantage à questionner la manière d'articuler les différentes stratégies de lutte (faire contre - avec - sans) plutôt que de déterminer laquelle d'entre elles est la meilleure. La convergence des luttes entre différents secteurs (agricole, syndicat, ONG) telle que l'alliance D19-20 témoigne de la volonté d'aller dans ce sens. Cependant, la convergence entre les différentes formes d'agir - entre les mouvements de

27 COP : Conférence des parties des Nations unies, par exemple sur les changements climatiques ou sur la diversité biologique



résistance, les initiatives citoyennes et les acteurs de plaidoyer politique – reste encore timide à l'heure actuelle. Une meilleure dialectique entre ces mouvements sociaux qui, à défaut de s'accorder sur la forme, s'accordent sur le fond, s'avère être un défi prioritaire en vue de constituer un contre-pouvoir capable d'inverser le cours des politiques actuelles.

Pour en savoir plus

Quinoa : www.quinoa.be

Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre du Brésil (M.S.T.)

Entraide & Fraternité, Luis Vandaele
luisvandaele6@gmail.com

L'origine du MST, ses objectifs et qui sont les participants

C'est en 1979 qu'un groupe de paysans, dans le Sud du pays, a réalisé les premières occupations de terre qui marqueront la naissance du MST, créé officiellement en 1984 lors de la 1^{re} rencontre nationale avec des représentants de 13 États (sur les 27) du pays. Le choix de telles occupations massives avait pour but d'éviter la violence. Ces occupations s'effectuaient sur les terres des grandes fermes inexploitées.

L'objectif principal du MST est l'application de la réforme agraire inscrite dans la constitution de 1988. Celle-ci exige que le gouvernement brésilien redistribue aux paysans des terres inexploitées ou acquises illégalement. Sans attendre sa réalisation complète de la Réforme Agraire le MST collabore à la démocratisation de l'accès à la terre et à l'augmentation de la production des aliments.

Les participants des occupations sont en grande partie des familles paysannes qui ont toujours travaillé à la campagne sans être propriétaire, d'autres qui ont été expulsées de leurs terres. Certaines de ces familles expulsées espéraient trouver du travail en ville, déçues elles souhaitent retourner à la terre. Ce sont des personnes très motivées, prêtes à affronter des menaces et à vivre dans des conditions difficiles.

Le MST est un mouvement de masse, national et indépendant. En ses plus de 30 ans d'existence, le



Mouvement a connu un très grand essor dans les années 1994 à 2006 et a atteint une renommée mondiale. Il est présent dans 24 États (sur 27) du Brésil et est considéré comme le plus grand mouvement paysan d'Amérique Latine. Le MST est un membre active du mouvement international Via Campesina.

Le MST aujourd'hui dans le contexte brésilien

Ces dernières années, le Brésil avec ses plus de 200 millions d'habitants, est devenu la 6^e puissance économique mondiale grâce à sa politique d'exportation.

Bien que les Brésiliens cohabitent sans heurts apparents, il existe néanmoins de fortes inégalités au niveau de la répartition des richesses et de l'accès au travail en fonction de l'origine ethnique.

Sous les présidences de Luis Inácio Lula da Silva et de Dilma Rousseff, qui sont issus du Parti des Travailleurs (parti en minorité à la Chambre et au Sénat) d'importants programmes sociaux ont été lancés ce qui a diminué l'extrême pauvreté. Le programme Bolsa Família a permis d'octroyer un revenu d'intégration aux familles les plus pauvres sous certaines conditions comme l'enseignement obligatoire des enfants.

Un autre grand problème au Brésil est la grande concentration de la propriété foncière : 1 % de propriétaires terriens possèdent 43 % des terres, quand 50 % de petits propriétaires ne disposent que de 2,5 % de la superficie des terres agricoles.

Le MST compte aujourd'hui plus de 350.000 familles qui ont vu leur situation régularisée suite à des occupations de terre inexploitées.

Les paysans sans terre qui pourraient bénéficier d'une politique de réforme agraire sont estimés à 4 millions de familles. Parmi celles-ci, 100.000 vivent dans des campements organisés par le MST.

Le gouvernement brésilien octroie des aides publiques pour l'agriculture paysanne. Il y a des subsides pour les coopératives, pour la formation et pour des programmes spécifiques. Un de ces programmes, le Programme d'Alimentation Scolaire (PNAE) a favorisé des milliers de familles paysannes, car il impose un quota de 30 % de produits issus de l'agriculture paysanne dans les cantines scolaires.

Parallèlement au soutien de l'agriculture familiale, le gouvernement poursuit son appui à l'agrobusiness orienté vers l'exportation. Sa politique agricole est divisée entre un Ministère de l'Agriculture (MAPA) en charge de l'agrobusiness et le Ministère du développement agraire pour l'agriculture familiale. Le budget en faveur de l'agrobusiness est trois fois et demi supérieur à celui de l'agriculture familiale.

Cela révèle que l'exportation des produits agricoles reste une des priorité du gouvernement actuel. Les plupart des meilleures terres sont destinées aux cultures d'exportation, comme le soja, le maïs, la canne à sucre, ainsi que les pâturages....

Faute de pouvoir obtenir une réforme agraire d'envergure, le MST se bat en faveur d'un modèle agricole socialement et écologiquement durable.

Analyse du MST selon le trépied transformateur REV



Pour cette partie d'analyse du MST selon le trépied transformateur REV (Résistance créatrice – Expérimentation anticipatrice et Vision transformatrice) j'ai commencé à placer dans ce schéma quelques caractéristiques et éléments importants du MST. Certainement que cela pourra se compléter ou même être modifié dans la discussion avec les participants de l'atelier.

Comme Patrick Viveret le souligne, ces trois éléments sont inséparables et selon moi s'imbriquent très fort.

Résistance créatrice

Cette résistance créatrice se retrouve clairement dans la méthode d'agir du MST : Occuper – Résister – Produire

Occuper

Le premier moyen d'action du MST c'est bien l'occupation pacifique de la terre en construisant des acampamentos (campements provisoires) en attendant la légalisation du titre de propriété.

C'est le Mouvement qui choisit les terrains propices aux campements (seulement révélés à la dernière minute !), généralement sur des terres publiques, le long des routes où les familles s'installent dans des tentes couvertes de bâches noires et cela, généralement, à proximité de terres en friche. Ces occupations s'effectuent sur les terres des grandes fermes parfois complètement inexploitées, parfois utilisées pour la spéculation, parfois utilisées uniquement pour le statut et le pouvoir politique qu'elles ont toujours conféré.

Durant cette période de campement qui peut durer quelques fois des années, les familles vont s'organiser et se former aux pratiques du MST. Les familles vont se structurer en *núcleo* (noyau, cellule) par groupe de 10, élire des coordinateurs et coordinatrices, développer une réflexion collective sur leur futur installation. Cela se fait selon le modèle d'auto-organisation où les activités sont coordonnées par secteur, comme par exemple la santé, la formation, la production, la culture...

Résister

Souvent dès le début de l'occupation pacifique, il y a une répression qui s'installe. Une répression exercée par les grands propriétaires fonciers qui utilisent souvent des milices privées. La répression peut venir aussi des pouvoirs locaux qui défendent les intérêts des grands propriétaires.

Dès le début, les occupants cherchent des appuis et des alliances. Un réseau de solidarité se crée. Des marches sont organisées pour faire pression auprès des autorités nationales et internationales pour obtenir leur titre de propriété.

Suite à la répression juridique, comme l'emprisonnement de certains paysans, des actions s'organisent pour obtenir justice pour les victimes.

Produire

Dès le début d'une occupation, les paysans commencent à planter pour se nourrir.

Une fois que le droit à la terre est acquis, c'est l'organisation comme *assentamento* (installation définitive) qui s'installe. La production se développe et est gérée en coopérative.

Privilégier l'autosuffisance alimentaire est essentiel et cela se fait en développant des cultures vivrières et des élevages.

Expérimentation anticipatrice



Déjà dans la méthode du MST et la façon d'occuper, de résister et de produire on retrouve des éléments d'un autre type de lien social et des alternatives de s'organiser et de produire.

Les paysans accoutumés au travail individuel et en famille sont invités à travailler de façon communautaire, car le MST stimule la création de coopératives.

Dans chaque assentamento l'organisation repose sur une pratique démocratique du système coopératif. Cela se concrétise dans l'utilisation partagée des moyens de production, dans les groupes de travail collectif, dans les associations d'achat et d'utilisation de véhicules. Une confédération nationale coordonne ce développement.

C'est aussi dans ce domaine de la production agricole que le MST essaie de créer les conditions pour une production biologique, en harmonie avec l'environnement. Il dispose aujourd'hui de différents types de coopératives, 79 de production, 50 de commercialisation, 28 pour l'assistance technique et 4 en charge de l'octroi de crédits. Des programmes de renforcement des capacités techniques ont été mis en place, tenant compte des spécificités régionales et environnementales du pays. Enfin, un centre de production de semences biologiques fournit les graines aux paysans.

Comme nous avons pu le voir la structure du MST repose sur sa base qui est l'organisation des acampamentos par núcleo, le choix des coordinateurs et l'implication de tous les participants. C'est la démocratie pratiquée au quotidien. Ce schéma se répète à l'échelle des assentamentos, des États et au niveau fédéral. La prise de conscience se fait dans un aller/retour constant entre la base et les différents niveaux de représentativité.

Le mouvement accorde une place primordiale à l'éducation, qu'elle concerne l'alphabétisation, la formation technique, et même le niveau universitaire. C'est aussi un apprentissage de la citoyenneté qui fait prendre conscience aux paysans de l'intérêt de s'organiser collectivement pour la défense de leurs droits, en garantissant à chacun les moyens de vivre en zone rurale.

Afin de comprendre l'évolution des rapports sociaux et des contextes politiques, le MST a créé l'Escola Nacional Florestan Fernandes, conçue comme une université populaire des mouvements sociaux, devenue une référence des activités de formation politique développées depuis longtemps par le Mouvement dans des centaines de centres de formation dans tout le pays.

Au sein du MST les femmes ont conquis une place déterminante à tous les niveaux. Non seulement, le Mouvement intègre des initiatives concrètes qui augmentent les possibilités à leur pleine participation quotidienne (jardins d'enfants, cantines communautaires,...) mais nombre d'entre elles sont devenues des responsables importantes du Mouvement dans tout le pays. 50 % des délégués du MST sont des femmes et ces dernières représentent 40 % des membres de la Direction Nationale du Mouvement.

Vision transformatrice

Pour le MST, la solution des problèmes du Brésil passe par un projet populaire, qui est le fruit de l'organisation et de la mobilisation des travailleurs et des travailleuses.

La contribution la plus effective du MST pour la réalisation de ce Projet Populaire sera la réalisation de la Réforme Agraire, démocratisant l'accès à la terre et produisant des aliments.

Le MST, avec d'autres mouvements ruraux, urbains, indiens, milite pour un changement social intégrant l'accès de tous aux ressources, à la souveraineté alimentaire et à une réelle démocratie.



Patrick Viveret complète le trépied transformateur « REV » avec le E de EVALUATION hautement démocratique, ce qui me semble une dimension très importante pour avancer et pour apprendre de ses succès et de ses échecs. Les évaluations pour le MST, qui est très exigeant sur le respect des accords convenus et sur l'intégrité de ses militants, sont essentielles.

Ainsi nous arrivons à former le mot: RÊVE. Ce mot s'approche d'une autre pratique originale que le MST utilise dans ses rassemblements, qui s' appelle : a Mística

C'est une pratique qui aide à maintenir l'idéal, le rêve, ...

Elle est inspirée par les cultures indiennes (la « Pachamama ») et africaines, et est proche de la dimension mystique de la terre.

Elle est un acte culturel, où sont représenté les luttes et les espoirs des Sans Terre.

Elle est aussi une forme d'animer les militants qui peuvent être découragés par la répression, les expulsions ou la paralysation du processus de la Réforme agraire.

La Mística rappelle la proposition de la lutte pour la terre et le souvenir de ceux qui sont morts.

Les principaux symboles sont le drapeau, la musique, l'hymne du MST...Tout cela représente la foi, l'espoir, la souffrance et l'esprit militant... (explication tirée de la vidéo A Mística sur le site du MST).

Pour en savoir plus

- www.viacampesina.org.fr

- Entraide & Fraternité : <http://www.entraide.be/>

La résistance contre l'autoroute dans le TIPNIS

Friends of the Earth Europe, Nele Marien
nele.marien@foeeurope.org

Les faits

Evo Morales est en pouvoir dès début 2006. Il a promis des droits pour les personnes indigènes et il se proclame comme le héros de la « Mère Terre »

Mais ses actions montrent le contraire. Dans plusieurs cas, il priorise le développement économique sur les droits des indigènes et de la nature. Le projet de faire une autoroute à la moitié du parc TIPNIS, qui est un parc national protégé et un parc avec des droits territoriaux des indigènes, devient le cas emblématique de toutes les autres contradictions.

Contexte du mouvement (qui ? Quand ? Ou ?)



QUI

- Peuples indigènes de Bolivie
- Mouvements/ONG écologistes
- Mouvements des droits de l'homme
- Grands secteurs du peuple Bolivien

QUAND

- Début du conflit : 2010
- Point le plus fort du conflit : 2011
- La tension reste encore

OÙ

- Amazonie Bolivienne

Vision

Pourquoi ce mouvement ? Quel est l'idéal souhaité ?

- Prévenir l'autoroute qui coupe en deux le parc
- Priorisation de l'intégration locale sur l'intégration IIRSA (grandes autoroutes qui connectent le commerce de tout le continent)
- Préserver les droits des peuples indigènes
- Revendiquer les institutions démocratiques

Quelle sera la situation si le mouvement de résistance aboutit à son idéal?

- Rétablir la valeur de la nature et des peuples indigènes qui est plus importante que le développement économique
- Garantir des espaces de débats publics et politiques
- Assurer le fonctionnement de la démocratie
- Rétablir l'intégrité des mouvements de base

Quelles sont les valeurs de ce mouvement de résistance ?

- « Buen Vivir »
- Connexion avec la Mère Terre
- Représentation des communautés indigènes
- Dans un cadre plus grand : fortifier les mouvements écologiques en Bolivie

Résistance ; combien de personnes sont concernées ?

Combien de personnes sont impliquées directement ?

Toutes les communautés indigènes du parc (+- 40 communautés).

La lutte se situe-t-elle à un niveau local, national, international ?

Au niveau local mais avec des grandes implications sur le politique au niveau national, et même sur les relations internationales de la Bolivie.

Que revendique-t-on précisément ?

- Le Consentement préalable, libre et éclairé
- Les droits humains des combattants écologistes



- Éviter l'autoroute
- Le droit de Buen Vivir et ne pas être forcé dans des régimes capitalistes de développement
- Préserver une des régions avec la plus grande biodiversité du monde

Est-ce que la lutte est dirigée envers un état, une personne, une entreprise précise ?

Vers l'état Bolivien, indirectement aussi vers le Brésil et ses entreprises que veulent faire l'autoroute.

Quels sont les outils/moyens de revendications et pourquoi ceux-ci ? (Actions directe non-violente ; déclaration ; manifestations ; blocages ; plusieurs moyens différents...)

- 2 grandes marches non violentes
- Beaucoup des manifestations
- Négociations
- Activités légales
- Protestations dans les cités
- Beaucoup de presse
- Beaucoup d'activité sur les réseaux sociaux

Quels sont les modes d'organisation ? (moyens logistiques, réunions, financements)

- Organisation au niveau des communautés et de ses représentations organiques.
- Connexion avec des mouvements écologiques et d'autres au niveau urbain.

Comment prend-t-on les décisions ? Les méthodes d'organisation incarnent-elles la vision, l'idéal souhaité ?

- Les décisions sont prises par les mouvements de base des indigènes, et pas par ses leaders. Ça peut arriver que des représentants des autres mouvements participent aussi, donnent leur point de vue.
- Celui-ci n'est pas facile, car c'est une différence entre les bases (grassroots) et les ONG qui sont plutôt plus 'technique', et qui, dans quelques cas ont des influences non désirées (pas toujours).

La lutte s'organise-t-elle en réseau (national, international) ?

- Non, la lutte appartient aux peuples indigènes.
- Mais il y a solidarité de plusieurs autres mouvements des autres peuples indigènes.
- Aussi coopération et solidarité des autres mouvements progressistes, d'environnement etc.

Le mouvement est-il soutenu par des organisations internationales ? Des collectifs de soutien ?

Non, mais il y avait quelques cas, qui ont compliqué la situation, les positions, et la capacité de négociation !

Quelle est la place des politiques dans la lutte : avec, contre ou sans ?

Tous les politiciens ont mis leurs idées, ce qui n'a pas rendu les choses plus faciles (de tous les différents côtés et opinions).

Expérimentation

Quelles sont les alternatives, projets proposés face à l'objet de la lutte ?

- Il y avait la possibilité de faire l'autoroute par une route alternative.
- Il y avait aussi la possibilité de faire des chemins de fer ou des voies navigables. Mais le gouvernement n'as pas voulu étudier vraiment ces options.



- N'avoir aucun projet était une bonne option.

Sont-ils déjà en place ou restent-ils au stade de projet ?

Jusqu'à maintenant l'autoroute est un projet, mais ce qu'on voit c'est est-ce qu'on va le faire. Il n'y a plus beaucoup de chances de faire des alternatives.

Évaluation

- Les mouvements indigènes sont des mouvements très forts, avec la difficulté de corrompre.
- Le gouvernement a tout fait pour les casser. Le mouvement a subi des dommages mais il est clair qu'il sont forts.
- On a pu établir des liens avec des milieux citadins/urbains qui ont beaucoup aidé.
- On a pu élever l'intérêt international, et ainsi assurer que le gouvernement doit quand même respecter quelques règles.
- Difficulté d'être infiltré (même par les ONG)
- On a été très réactif.
- Le bilan des forces était négatif, mais même comme ça, on a pu retarder le projet de l'autoroute pendant beaucoup de temps, et on a gagné du respect.
- On a pas du tout documenté le processus.
- Peut-être un manque de stratégies à longue durée.

Pour en savoir plus

- Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental : <http://echogeo.revues.org/12972>

- En Bolivie, la route qui a coûté à Evo Morales le soutien des Indiens :

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2011/09/27/en-bolivie-la-route-qui-a-coute-a-evo-morales-le-soutien-des-indiens_1578252_3222.html

- La Bolivie et la révolte des indigènes du TIPNIS : <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/la-bolivie-et-la-revolte-des-indigenes-du-tipnis>

- Friends of the Earth Europe : <https://www.foeeurope.org/>

Les Indiens Kichwa de Sarayaku Une vie en harmonie avec la nature

Frontière de vie, Jacques Dochamps
jdochamps@yahoo.fr



En Equateur, au sein de la forêt primaire d'Amazonie, sur les rives du fleuve Bobonaza, à Sarayaku (1°41'36.5" S 77°28'55.2"W), province de Pastaza, vit depuis des temps immémoriaux, le peuple autochtone Kichwa de Sarayaku, en parfaite harmonie avec la nature et respectueux de la "Pacha Mama", la Terre Mère. A Sarayaku, les hommes et les femmes ont chacun un rôle spécifique. Les femmes s'activent dans l'agriculture, la création d'artisanat, le chant, la préparation des aliments et l'éducation des enfants en bas-âges surtout. L'activité des hommes est de pêcher, chasser, tisser des fibres pour les hamacs, les paniers... Ils travaillent le bois pour construire leurs habitations, les pirogues, les ustensiles de cuisine, de chasse, de pêche, ainsi que les instruments de musique.

Leur territoire, dont ils sont collectivement propriétaires, est recouvert, à environ 95 %, d'une forêt primaire riche en biodiversité. L'organisation démocratique de leur communauté et leur gestion ancestrale du développement durable ont pour conséquence que la vie à Sarayaku est en accord permanent avec la nature. La forêt est considérée comme un seul corps en harmonie avec les cours d'eau, les montagnes et la faune. L'écosystème de leur territoire est constitué de 3 unités écologiques ;

- La forêt (Sacha)
- Les rivières, les lacs et les cascades (Yaku)
- Les terres (Allysas)

Chacune d'elles regorge d'espèces animales et végétales indispensables à la vie des peuples amazoniens. Le sous-sol, riche en pétrole, est l'objet de la convoitise des « géants du pétrole ». Cela leur a valu, en 2009, une incursion violente et illégale d'une compagnie pétrolière appuyée par l'armée équatorienne. Déplorant cette violation de leurs droits et de nombreux actes de violence, ils ont intenté, auprès de la Cour Inter américaine des Droits Humains, une action à l'encontre de l'État équatorien ; action gagnée en 2012.

Leur combat

Pour sauvegarder leur culture et leurs droits ils portent à bout de bras, depuis des années, différents projets :

- Sisa Ñampi ou « Frontière de Vie », en cours de réalisation. Cela consiste en la plantation en cercle de grands arbres à fleurs tout au long de leur frontière, soit 500 km .Cette frontière fleurie, visible d'avion, est le symbole de leur présence et de leur résistance pacifique aux atteintes à leur territoire et à leur mode de vie.
- Sacharuya ou « pépinière », où sont cultivés les arbres destinés à la "Frontière".
- Tayak Wasi ou "école biculturelle et centre de transmission de leur savoir ancestral".
- Sasi Wasi ou "centre de santé et de culture médicinale".
- Kawsak Sacha ou "Forêt Vivante", dont l'objectif est d'obtenir le statut de territoire protégé.

Ce que ce projet a d'original, c'est que sa gestion serait assurée par les Kichwa eux-mêmes.

Une vision du développement

Plusieurs éléments de leur vision du développement sont impressionnants.



Premièrement, l'importance qu'ils donnent au respect de la nature, pour les différentes raisons énoncées plus haut.

Deuxièmement, leur organisation politique et sociale est démocratique et solidaire.

Démocratique: la Communauté est gérée par un gouvernement élu démocratiquement et les décisions importantes sont soumises à un vote général.

Solidaire: la "minga" ou "travail collectif" est d'usage courant : on s'organise en groupe pour construire une habitation, entretenir les sentiers, gérer la pépinière, entretenir le village, préparer l'arrivée de la Cour Inter américaine des Droits Humains, entretenir la piste d'aviation, etc. (voir ci-dessous !).

Troisièmement, ils parviennent à maintenir un équilibre entre le respect des traditions et un usage réfléchi des technologies contemporaines : ils se déplacent à pied, en pirogue ou ... en avionnette; il n'y a pas de routes, ni de voitures, mais ils disposent d'une piste d'aviation et de deux avionnettes ; leurs habitations sont en bois de la forêt, les toitures en feuilles de palmier ; ils cuisinent au bois, à même le sol ; ils ne prélèvent à la nature que ce dont ils ont besoin pour vivre ; ils n'ont pas d'électricité ni d'eau courante et pourtant, un petit groupe électrogène et 1 m² de panneaux photovoltaïques leur permettent d'avoir accès au net, pour les ordinateurs de leur école et de leur bureau ; ils utilisent "skype" et téléphones portables, ... pour ne citer que quelques exemples de cet "équilibre".

Quatrièmement, le peuple Kichwa est un peuple autochtone ouvert sur le monde : les habitants n'hésitent pas à quitter Sarayaku et à faire part de leur résistance pacifique, lors de manifestations dans différents pays, comme, par exemple, à la COP 21 à Paris en décembre 2015. Ils y ont présenté une pirogue de 10 m de long, taillée à Sarayaku: Kindy Challwa, la pirogue Poisson-Colibri, messagère de tous les Peuples Autochtones d'Amazonie. Elle a fait le voyage Sarayaku - Paris, d'abord par le fleuve Bobonaza, puis par la route, ensuite elle a pris l'avion jusqu'au Bourget et enfin elle a navigué sur la Seine jusqu'à Paris.

Kindy Challwa est actuellement à Paris, au Musée National d'Histoire Naturelle qu'elle quittera occasionnellement pour participer à d'autres "rencontres-événements" en symbole de paix et de respect de la nature.

Pour en savoir plus

- Le site de Sarayaku - www.sarayaku.com

- Des DVD :

- "Sarayaku, le combat pacifique d'un peuple pour la vie" de Eriberto Gualinga (2003)
- "Les descendants du Jaguar" de Eriberto Gualinga (2010)
- "Le chant de la fleur" de Jacques Dochamps et José Gualinga (2014)

- Un outil pédagogique : le jeu « Les Indiens contre les géants du pétrole » (2011) peut être emprunté chez ANNONCER LA COULEUR Bruxelles (Rue Haute, 147 à 1000 Bruxelles - tel.02/5051819).

- Frontière de Vie - Belgique : www.frontieredevie.be

En quoi le Sud peut nourrir le Nord ? Origines des luttes paysannes



Rencontre des Continents, Sébastien Kennes
seb.kennes@rencontresdescontinents.be

Origines

Il y a 20 ans, le 17 avril 1996, 19 paysans brésiliens du « Mouvement des sans-terres » sont assassinés lors d'une importante marche pacifique organisée pour réclamer un accès à la terre et des meilleures conditions de vie. A ce jour, les responsables du massacre, le secrétaire à la sécurité du gouvernement et l'entreprise Vale do Rio Doce n'ont pas été condamnés. En mémoire de leur combat, Via Campesina a déclaré le 17 avril "Journée mondiale des luttes paysannes".

Des luttes malheureusement actuelles

Depuis 20 ans, partout sur la planète, la concentration des terres aux mains de quelques-uns et la répression des paysan(ne)s qui refusent de perdre leurs terres ne cessent d'augmenter. Malgré la médiatisation des conflits fonciers liés à la majorité des projets agricoles à grande échelle, de nombreuses élites politiques continuent d'être persuadées que ce type d'agriculture est l'avenir. Plus de 30 millions d'ha de terre sont déjà concentrés au sein de grandes entreprises au détriment des paysans. En Belgique, 43 fermes disparaissent chaque semaine depuis 15 ans et nous avons perdu 63 % de nos fermes en 30 ans. Ce sont principalement les petites unités agricoles qui disparaissent au profit des grandes.

Et en 2016 ?

Chaque année, le 17 avril permet de rencontrer les paysan(ne)s, les citoyen(ne)s et les associations qui s'organisent pour défendre l'agriculture paysannes de nos régions, voir même, soyons fous, sa généralisation progressive.

Le 17 avril est aussi l'occasion de faire connaître les luttes des paysan(ne)s d'ailleurs sur la planète, comme par exemple celles de ces paysans qui s'organisent pour récupérer leurs terres accaparées par des entreprises européennes (Addax Bioenergy, Socfin filiale de Boloré, Black Earth Farming,...) ou plus proche de chez nous en France le combat contre la destruction de terres agricoles par la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

L'arbre de l'accaparement et la forêt de l'industrialisation

Il n'y a pas que le phénomène révoltant et médiatique des accaparements brutaux de terres agricoles par des acteurs économiques puissants. L'industrialisation croissante de l'agriculture est, aujourd'hui, le phénomène le plus efficace pour concentrer progressivement les terres dans les mains d'exploitations chaque jour plus grandes.

Il n'y a pas d'industrialisation sans augmentation de la taille des exploitations. La mise en compétition des agriculteurs dans nos campagnes et des agricultures à l'échelle internationale dans le cadre d'une économie agricole mondialisée, induit une fuite en avant qui se traduit par la recherche constante de gains de productivité et de subsides. Cette voie qui implique l'accroissement d'échelle, la spécialisation et des pratiques agricoles non durables est un mirage inaccessible, dangereux et destructeur : l'Allemagne a, par exemple, déjà de nombreuses fermes de plus de 1000 vaches et la Chine construit en ce moment une ferme de 100.000 vaches. Nous



n'avons rien à gagner à cette course perdue d'avance.

D'autant que ce chemin est une impasse : l'agro-industrie ne nourrit pas le monde car elle est inégalitaire, elle gaspille les ressources, elle détruit l'autonomie alimentaire de nombreux pays, elle est énergivore, destructrice de l'environnement et vulnérable aux crises.

Au problème de la concentration foncière induit par le développement de l'agro-industrie, s'ajoutent 4 phénomènes qui diminuent aussi la vocation nourricière des terres agricoles en Belgique :

- L'étalement urbain qui cède aux pressions immobilières et transforme les terres agricoles en maison 4 façades éloignée les unes des autres.
- La bétonisation des terres agricoles pour des zonings industriels, des projets commerciaux et/ou inutiles d'un point de vue social et écologique, alors même que de nombreuses friches industrielles feraient mieux d'être réhabilitées
- Le développement excessif des terres agricole servant au cheval de loisir
- Le développement de milliers d'ha de terre destinés à la culture des sapins de Noël.

Enfin, l'absence de courage politique pour mettre en place des mécanismes de régulation du marché foncier est un élément déterminant. En Belgique, aucune loi ne protège de la spéculation sur les terres agricoles dont les prix s'envolent. Aucune loi non plus ne met la priorité absolue à la transmission et l'installation de nouveaux fermiers plutôt que de laisser les fermes qui n'ont pas de repreneur être démantelées au profit de l'agrandissement des fermes déjà existantes.

L'agriculture paysannes est l'agriculture du futur : multiplions ses fermes et créons autour de chacune d'elles un réseau de citoyens solidaires !!

Défendre l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire

Le temps est venu de défendre les terres agricoles, de valoriser les milliers d'activités de réappropriation de notre alimentation : potagers collectifs, ferme en conversion, bourses de semences, épiceries sociales, coopératives, ceintures alimentaires, marchés paysans, ateliers cuisines, initiatives de circuits-courts...Les initiatives sont nombreuses !

Pour changer le monde, il faut le faire partout mais aussi ensemble. On a besoin de vous, chacun à sa manière. Rejoignez-nous !!!

Pour en savoir plus

- <http://luttespaysannes.be/spip.php?article25>
- Carte des actions du 17 avril prévues dans le monde : <http://www.viacampesina.org/map/17april/map.html>
- Rencontre des Continents : <http://rencontredescontinents.be/>



Le réseau Friends of the Earth

*Les Amis de la Terre-Belgique, Céline Racine
celine@amisdelaterre.be*

Le réseau est créé en 1971 par 4 organisations venant de France, de Suède, d'Angleterre et des États-Unis. Il s'oppose principalement à l'énergie nucléaire, pas seulement du point de vue environnemental mais aussi politique. Le réseau va se développer progressivement autour du slogan « penser global et agir local ». Dès 2004, en assemblée générale, tous les groupes se mettent d'accord pour défendre la justice sociale et environnementale, il y a 10 ans, c'était considéré comme un point de vue radical.

Les groupes locaux agissent sur plusieurs sujets de manière très différentes, adaptées au contexte local et à l'identité du groupe. Cela va de l'éducation populaire au plaidoyer politique.

Aujourd'hui, avec les nouvelles technologies de la communication, des nouvelles formes de solidarité peuvent voir le jour : Les Pays-Bas et le Nigéria se sont unis face à Shell par exemple. Plus récemment, l'assassinat de Berta Caceres au Honduras a été relayé par le réseau pour informer les citoyens et faire pression sur le gouvernement.

De nouvelles actions créatives et originales voient le jour, notamment lors de la COP21 à Paris en décembre dernier.

Friends of the Earth International (FoEI)

FoEI est un réseau hautement décentralisé comptant 75 organisations membres (5000 groupes locaux et activistes) à travers le monde. Ces organisations sont autonomes mais partagent les mêmes analyses systémiques des raisons profondes causant les problématiques environnementales et sociales actuelles.

FoEI défie le modèle courant de la globalisation de l'économie et du pouvoir des multinationales et lobbies, et promeut des solutions pour créer des sociétés caractérisées par une justice sociale et environnementale. Avec plus de 2 millions de membres, FoEI mène des campagnes traitant les plus urgents sujets de controverse environnementaux et sociaux d'aujourd'hui.



La structure, décentralisée et démocratique, permet à tous les groupes membres de participer dans la prise de décision (1 membre = 1 voix). Tous les 2 ans, une assemblée (Biennial General Meeting - BGM) rassemble un maximum de membres qui élit un Comité exécutif (ExCom). Celui-ci communique et se rencontre régulièrement.

Les prises de positions internationales du réseau sont informées et renforcées par le travail avec des communautés, des alliances avec des peuples indigènes, mouvements de paysans, organisations de défense des droits de l'homme et d'autres.

Site web: <http://www.foei.org>

Facebook : Friends of the Earth International

Friends of the Earth Europe (FoEE)

FoEE réunit plus de 30 organisations européennes. Le réseau, par ses campagnes et actions agit pour plus de justice environnementale, sociale, économique et politique et un accès égal aux ressources et opportunités, au niveau local, régional, national et international. Il encourage les citoyens à participer activement à la société civile.

Les valeurs défendues par le réseau sont :

- la diversité écologique et culturelle
- la souveraineté et les droits des peuples
- l'équité et la justice environnementale, sociale, économique et de genre
- l'inextricable lien entre l'homme et la nature
- la participation à la démocratie et aux processus de décisions
- la solidarité, la responsabilité et la dignité humaine.

Site web : www.foeeurope.org

Facebook : Friends of the Earth Europe

Young Friends of the Earth Europe (YFoEE)

YfoEE est un réseau européen d'organisations de jeunes se rattachant aux valeurs défendues par FoE mais visant plus particulièrement à encourager les jeunes à passer à l'action pour plus de justice sociale et environnementale. Des rencontres régulières permettent de connecter les différentes organisations membres, de partager des connaissances et de mener des campagnes communes.

YFoEE est structuré horizontalement, par groupes de travail. Le « steering groupe » est un groupe



de coordination élu lors de l'assemblée générale annuelle.

YfoEE veille à l'intersectionnalité des luttes, au genre et à diversifier les membres du réseau afin de renforcer le mouvement.

Site web : <http://www.foeeurope.org/yfoee/>

Facebook : Young Friends of the Earth Europe

Un documentaire sur l'extraction du charbon en Afrique du Sud, pour comprendre les impacts de l'extractivisme et la nécessité de passer aux énergies renouvelables :

<http://www.foei.org/news/documentary-highlights-mining-burning-coal-affects-south-africa>





Friends of the Earth Belgium gratefully acknowledges financial assistance from the European Union. The contents of this document are the sole responsibility of Friends of the Earth Europe and cannot be regarded as reflecting the position of the European Union. The European Union cannot be held responsible for any use which may be made of the information this document contains.